

Mettre fin à la guerre de Trump et Nétanyahou au moyen-orient ?

Partage international n° 452 - Avril 2026

par Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares

Si l'on n'y met pas fin rapidement, le conflit actuel pourrait dégénérer en conflagration, voire en Troisième Guerre mondiale.

La guerre menée par Israël et les États-Unis contre l'Iran embrase tout le Moyen-Orient et pourrait s'étendre à l'ensemble du monde. Ses conséquences économiques sont déjà graves et pourraient devenir catastrophiques. Le détroit d'Ormuz achemine environ un cinquième de tout le pétrole commercialisé dans le monde et 30 % du GNL (gaz naturel liquéfié) mondial. Une fermeture prolongée de ce détroit provoquerait un choc énergétique sans précédent dans l'histoire moderne.

Le conflit risque de dégénérer car les États-Unis et Israël sont déterminés à exercer leur hégémonie sur le monde arabe et l'Asie occidentale, une hégémonie qui combine l'expansion territoriale israélienne et le contrôle des régimes soutenus par les États-Unis dans toute la région. L'objectif ultime est un « Grand Israël » qui absorberait toute la Palestine historique, et des gouvernements arabes et islamiques dociles, dépouillés de toute réelle souveraineté, y compris sur les choix touchant à la manière dont ils exportent leur pétrole et leur gaz, et les destinations de ces exportations.

C'est une pure illusion. Aucun pays de la région ne souhaite voir Israël agir en toute impunité comme il le fait actuellement, assassinant des civils partout dans la région, détruisant Gaza et la Cisjordanie, envahissant le Liban, frappant l'Irak et le Yémen, et bombardant Téhéran sans relâche. Aucun pays ne souhaite voir ses exportations d'hydrocarbures placées sous le contrôle effectif des États-Unis. La guerre ne prendra fin que si l'indignation mondiale face à l'agression américaine et israélienne contraint ces pays à y mettre un terme. À défaut, nous risquons de voir le Moyen-Orient s'embraser et de voir le monde plongé dans une crise énergétique et économique sans précédent dans l'histoire moderne. La guerre pourrait facilement se transformer en

conflagration, voire en Troisième Guerre mondiale.



Le détroit d'Ormuz et le golfe d'Oman, avec l'Iran en bas à droite et les États du Golfe en haut au centre (Photo : NASA/Tim Kopra, Wikimedia Commons)
<https://www.flickr.com/photos/nasa2explore/53118772399>

Pourtant, une alternative existe. La guerre pourrait cesser pour des raisons rationnelles si le reste du monde appelait fermement Israël et les États-Unis à rendre des comptes. Mettre fin à la guerre nécessite un ensemble de mesures interdépendantes afin de garantir la sécurité de toutes les parties, et même du monde entier. L'Iran a besoin d'un arrêt définitif de l'agression américano-israélienne. Les pays du Golfe ont besoin de la fin des frappes de représailles iraniennes. Les Palestiniens ont besoin d'un État indépendant. Israël a besoin d'une sécurité durable et du désarmement du Hamas et du Hezbollah. Le monde entier a besoin de l'ouverture du détroit d'Ormuz et d'un contrôle international du programme nucléaire iranien afin de garantir le respect du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, comme l'Iran affirme le vouloir. Enfin, tous les pays aspirent, ou devraient aspirer, à une véritable souveraineté pour eux-mêmes et pour leur région.

La sécurité collective pourrait être assurée grâce à cinq mesures interdépendantes.

Premièrement, les États-Unis et Israël mettraient immédiatement fin à leur agression armée dans toute la région et retireraient leurs forces.

Deuxièmement, l'Iran cesserait ses frappes de représailles dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et se soumettrait de nouveau au

contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre d'un Plan d'action global conjoint (PAGC) révisé, que le président Trump a imprudemment abandonné en 2018.

Troisièmement, le détroit d'Ormuz rouvrirait avec l'accord mutuel de l'Iran et du CCG.

Quatrièmement, la solution à deux États serait immédiatement mise en œuvre avec l'admission de la Palestine comme État membre à part entière de l'Onu. Israël serait tenu de mettre fin à son occupation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, et de retirer ses forces du Liban et de Syrie.

Cinquièmement, la reconnaissance par l'Onu de l'État de Palestine constituerait la base du désarmement global de tous les acteurs non étatiques de la région, soumis à un contrôle international. Le résultat final serait un retour au droit international et à la charte des Nations unies.

Qui sortirait gagnant de ce plan ? Les populations de la région, d'Israël, de Palestine, du Liban, de Syrie, d'Irak, d'Iran et du reste du monde. Qui y perdrait ? Seuls les partisans du Grand Israël, menés par Benjamin Netanyahu, Itamar Ben-Gvir, Bezalel Smotrich et Mike Huckabee, qui ont conduit le monde au bord du chaos.

Voici ces cinq étapes plus en détail.

Premièrement : Mettre fin à l'agression armée israélo-américaine.

Israël et les États-Unis mettraient fin à leur agression et retireraient leurs forces. En contrepartie, l'Iran cesserait ses frappes de représailles. Il ne s'agirait pas d'un simple cessez-le-feu, mais plutôt de la première étape d'un accord de paix global et d'un dispositif de sécurité collective.

Deuxièmement : rétablir l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (PAGC).

La question nucléaire serait résolue par un contrôle strict de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et non par des campagnes de bombardements qui ne font que soustraire l'uranium enrichi iranien au contrôle international. Le Conseil de sécurité des Nations unies rétablirait immédiatement le cadre de base du Plan d'action global commun (PAGC) de 2015, en vertu duquel l'Iran est tenu de se conformer strictement à la surveillance de l'AIEA et aux limites convenues concernant son programme nucléaire, tandis que les sanctions économiques imposées à l'Iran seraient levées.

Troisièmement : rouvrir le détroit d'Ormuz dans le cadre d'un accord Iran-CCG.

Le détroit d'Ormuz serait rapidement rouvert, la sécurité de passage étant garantie conjointement par l'Iran et le CCG. Les pays du Conseil de coopération du Golfe affirmeraient leur souveraineté sur les bases militaires situées sur leur territoire afin d'empêcher leur utilisation comme bases de lancement pour de nouvelles offensives contre l'Iran.

Quatrièmement : la solution à deux États.

La solution à deux États serait mise en œuvre en admettant la Palestine à l'Onu en tant que 194^{ème} État membre permanent. Cela ne nécessite rien de plus que la levée du veto américain. La création d'un État palestinien est conforme au droit international et à l'Initiative de paix arabe, qui est sur la table depuis 2002. En contrepartie, les pays de la région établiraient des relations diplomatiques avec Israël, et le Conseil de sécurité de l'Onu déploierait des Casques bleus pour garantir la sécurité tant de la Palestine que d'Israël.

Cinquièmement : La fin des hostilités armées.

Parallèlement à la solution à deux États, toutes les hostilités armées dans la région cesseraient immédiatement, ce qui impliquerait le désarmement du Hamas, du Hezbollah et d'autres acteurs armés non étatiques. Dans le cas de la Palestine, le désarmement du Hamas renforcerait l'autorité de l'État palestinien. Dans le cas du Liban, le désarmement du Hezbollah rétablirait la pleine souveraineté du pays, les Forces armées libanaises devenant la seule autorité militaire du pays.

Le désarmement serait vérifié par des observateurs internationaux et garanti par le Conseil de sécurité des Nations unies.



Déplacement forcé des habitants de Gaza pendant la guerre Gaza-Israël (Photo : Jaber Jihad Badwan, Wikimedia Commons)

Il est essentiel de rappeler que la guerre israélo-américaine contre l'Iran ne s'est pas déroulée de

manière isolée. La stratégie de rupture nette appelée « Clean Break », élaborée par B. Nétanyahou et ses alliés néoconservateurs américains en 1996, et mise en œuvre depuis lors, préconise l'établissement d'une hégémonie israélienne dans la région par des guerres visant à renverser des régimes, les États-Unis jouant le rôle de partenaire opérationnel. Comme l'a révélé le commandant suprême de l'Otan, Wesley Clark, après le 11 septembre, les États-Unis avaient élaboré, il y a un quart de siècle, des plans projetant de renverser les gouvernements de sept pays : « *en commençant par l'Irak, puis la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et, pour finir, l'Iran* ». Nous assistons donc à l'aboutissement d'un plan de longue date conçu par Israël et les États-Unis pour dominer le monde arabe et l'Asie occidentale, créer un Grand Israël et empêcher définitivement la création d'un État palestinien.

Nous ne sommes pas optimistes quant à la probabilité de succès de notre projet. Le gouvernement israélien est meurtrier, et D. Trump est complètement déconnecté de la réalité quant à la puissance américaine. Nous sommes peut-être déjà aux prémices d'une Troisième Guerre mondiale. Pourtant, compte tenu des enjeux qui sont considérables, il est essentiel de proposer des solutions concrètes, même si elles semblent improbables. Nous sommes néanmoins convaincus que le monde non occidental, c'est-à-dire la partie du monde qui n'est pas soumise à la puissance américaine, comprend l'urgence de la paix et de la sécurité.

Qui, dès lors, pourrait défendre un plan de paix auquel les États-Unis et Israël s'opposeraient d'abord par tous les moyens jusqu'à ce que le poids de l'opposition internationale et la catastrophe économique ne leur laissent d'autre choix que de l'accepter ?

Les pays du BRICS constituent le principal groupement susceptible de le faire. Le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud et les nouveaux membres du bloc, qui comprend désormais les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Indonésie, représentent environ la moitié de la population mondiale et plus de 40 % du PIB mondial (contre 28 % pour les pays du G7, tant vantés mais surestimés). Les BRICS ont pour eux la crédibilité, le poids économique et l'absence de toute complicité historique avec l'impérialisme au Moyen-Orient, qui sont nécessaires pour ramener le monde à la raison. Les BRICS devraient convoquer un sommet en urgence et présenter un cadre unifié intégrant les conditions de la paix et de la sécurité, qui serait ensuite soumis au Conseil de sécurité des Nations unies. L'opinion mondiale enjoindrait alors les États-Unis et Israël à cesser de précipiter le monde vers une catastrophe et rappellerait à tous les pays leur obligation de respecter la charte des Nations unies.

<https://www.commondreams.org/opinion/how-to-end-the-iran-war>]

Date des faits : 16 mars 2026 **Auteur** : Jeffrey D. Sachs et Sybil Fares, Jeffrey D. Sachs : professeur de développement durable ainsi que de politiques de santé publique à l'université Columbia, à New York (États-Unis). Sybil Fares : spécialiste en politiques Moyen-Orientales et de développement durable auprès du Réseau de solutions pour le développement durable de l'Onu.

Sources : Common Dreams (Rêves communs)

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()